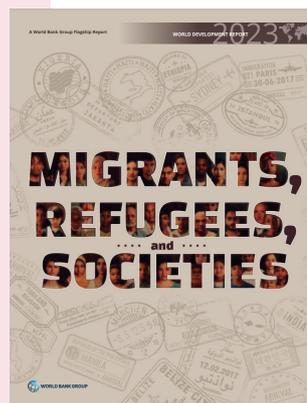


Coopération au développement, qualifications et mobilité : enseignements du World Development Report 2023 et au-delà

- Frédéric Docquier & Aleksandra Szymanska, *Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), Luxembourg*
- Ousmane Faye, *LAREM, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Senegal*

La politique de coopération au développement du Luxembourg vise l'éradication de la pauvreté dans les pays partenaires, ainsi que la promotion de progrès durables sur les plans économique, social et environnemental (Luxembourg Aid and Development 2022). Dans la formulation de ses objectifs, le gouvernement luxembourgeois est attentif aux recommandations émises par les institutions internationales. La stratégie de coopération est alignée sur la programmation conjointe de la coopération au développement de l'Union européenne et sur le programme de développement durable des Nations Unies. Récemment, la Banque mondiale a publié son rapport 2023 sur le développement dans le monde (World Development Report, ci-après WDR), portant sur les «Migrants, Réfugiés et Sociétés.» Ce rapport met l'accent sur le rôle que peut jouer la migration internationale dans le processus de développement économique et dans la stratégie de coopération. Il présente un cadre inclusif visant à optimiser les bénéfices associés aux mouvements internationaux de main d'œuvre, tant pour les pays de destination que pour les pays d'origine. Une recommandation

pratique majeure consiste à renforcer la coopération bilatérale entre les pays d'origine et de destination afin de stimuler la formation et l'acquisition de compétences dans les pays d'origine, une des priorités de la coopération luxembourgeoise. Ce policy brief synthétise les principales conclusions du WDR et discute leurs implications potentielles pour la stratégie de coopération du Luxembourg. La publication du rapport arrive à un moment opportun, juste avant la sortie du document de mise en œuvre du cinquième accord de coopération entre le Luxembourg et le Sénégal.



Frédéric Docquier a rejoint le LISER en 2019 en tant que responsable du programme transversal Crossing Borders. Il est également professeur affilié au Département Sciences économiques et gestion de l'Université du Luxembourg. Ses domaines de recherche portent sur l'économie des migrations internationales et la théorie quantitative de la croissance et du développement.

Contact:

frederic.docquier@liser.lu

Le WDR en bref: catégorisation des migrants et accent sur les compétences

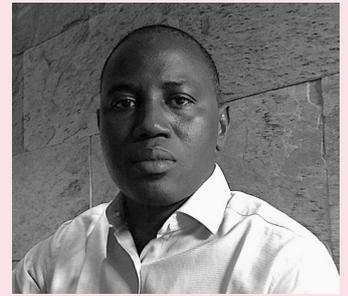
L'économie du travail et le droit international fournissent deux angles d'analyse pour caractériser les flux migratoires et formuler des politiques migratoires adéquates. Sur cette base, le WDR propose une classification des migrants structurée autour d'une matrice adéquation-motivation, qui distingue les migrants selon deux dimensions (voir [Figure 1](#)). Sur l'axe vertical, la classification repose sur l'adéquation entre les compétences des migrants et les besoins des pays de destination (adéquation forte vs. faible). Sur l'axe horizontal, les migrants sont classés sur base de la motivation de leurs décisions migratoires (migration volontaire vs. forcée). Bien que les frontières entre ces différentes catégories soient parfois floues, cette approche permet d'identifier quatre groupes distincts de migrants :

- Les deux premières catégories (**quadrants supérieurs** de la [Figure 1](#)) regroupent des migrants à la recherche de meilleures opportunités économiques dans le pays de destination ou fuyant les persécutions, mais possédant des compétences en adéquation avec les besoins des pays de destination. Les recherches en économie du travail et du développement démontrent que ces formes de migration génèrent des bénéfices nets à la fois pour les migrants, les pays d'origine et les pays de destination.
- La troisième catégorie (**quadrant inférieur droit**) inclut les migrants contraints de quitter leur pays pour fuir les persécutions, mais dont les compétences ne correspondent pas (ou faiblement) aux besoins des pays de destination. Le droit international impose aux pays de

destination de fournir une protection internationale à ces migrants, malgré les coûts économiques associés. Cette protection contribue à réduire les persécutions et à promouvoir le bien-être moyen de la population mondiale.

- La quatrième catégorie (**quadrant inférieur gauche**) inclut des migrants à la recherche d'opportunités meilleures dans le pays de destination, mais possédant des compétences en faible adéquation avec les besoins des pays de destination. Ce groupe se compose majoritairement de migrants en détresse et en situation irrégulière, souvent exposés à des risques importants, des souffrances, et à une probabilité élevée d'être déportés dans des conditions difficiles. Leur présence génère des coûts nets pour les pays de destination.

Le WDR souligne l'importance d'améliorer les processus migratoires et de renforcer leurs effets bénéfiques sur le développement. En vue d'optimiser les avantages mutuels pour les pays de destination, les pays d'origine et les migrants eux-mêmes, la recommandation majeure consiste à promouvoir, via la coopération bilatérale, l'investissement dans l'acquisition de compétences en adéquation avec les besoins économiques des pays de destination et d'origine. Un tel investissement contribuerait non seulement à réduire le nombre de migrants en détresse qui s'engagent sur des voies périlleuses, mais aussi à renforcer l'apport économique et la résilience des travailleurs dans leurs pays d'origine. Néanmoins, atteindre ce double objectif n'est pas chose aisée. Cela nécessite des efforts coordonnés et une approche temporelle incluant des cibles à court, moyen et long terme.



Ousmane Faye est consultant et chercheur associé au LAREM, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal. Ses domaines de recherche portent sur les politiques sociales, le capital humain, la démographie et l'économie publique. Il est fréquemment impliqué dans des missions d'analyse et de conseil sur les questions liées au dividende démographique, la politique d'éducation et de formation professionnelle, et la lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne.

Contact:

oussou.faye@gmail.com



Aleksandra Szymanska a rejoint le LISER et le programme transversal Crossing Borders en 2023. Elle est titulaire d'un doctorat en Economie de la Vrije Universiteit Brussel. Ses domaines de recherche portent sur l'économie des migrations internationales, l'économie sociale et les politiques publiques.

Contact:

aleksandra.szymanska@liser.lu

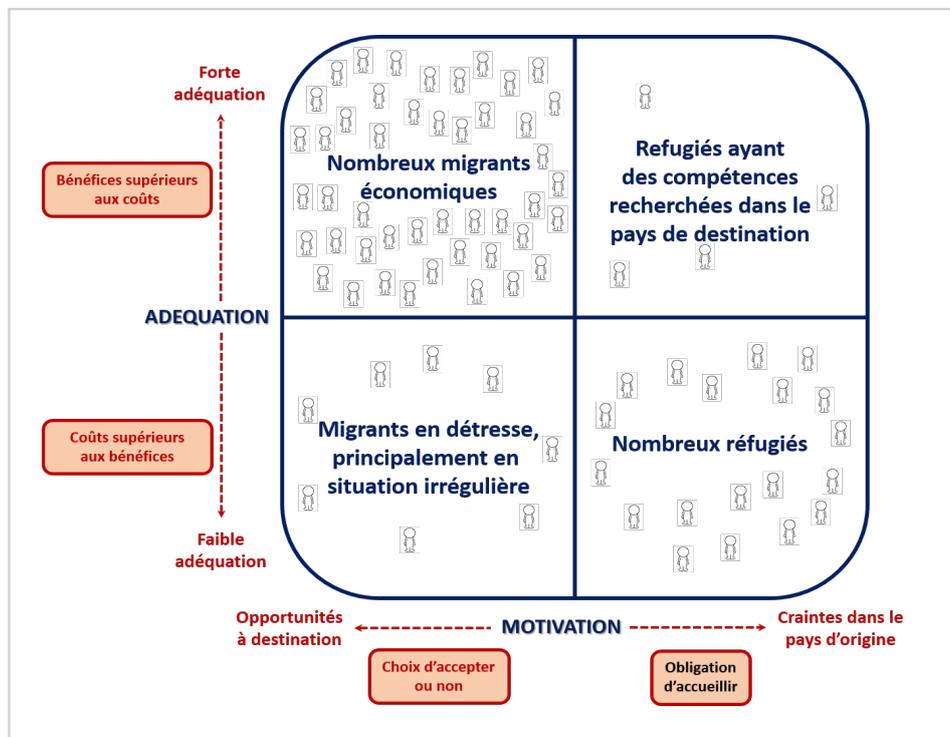


Figure 1 : La matrice adéquation-motivation

Source: World Development Report (2023)

Avant le WDR... L'importance de l'Enseignement Supérieur

À long terme, améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement est crucial pour favoriser la croissance économique et le développement humain. Il a été démontré que les pays connaissent des améliorations significatives de revenu par tête lorsqu'ils parviennent à augmenter leur proportion de travailleurs ayant fait des études supérieures. Ces individus hautement qualifiés ont, en moyenne, une productivité plus élevée et créent des synergies sur le marché du travail avec ceux possédant des niveaux de diplôme inférieurs (Moretti 2004, Jones 2014). Quantifier l'impact précis du capital humain sur l'innovation, la cohésion sociale, la démocratie ou la stabilité politique est un exercice difficile. Plusieurs études ont toutefois démontré qu'une plus grande concentration d'individus hautement

éduqués génère des progrès en matière de gouvernance (Murtin and Wacziarg 2014), stimule les avancées technologiques (Caselli and Coleman 2006, Ciccone 2009), et accélère la transition démographique (Becker et al. 2010).

Deux enseignements importants peuvent être tirés de la littérature existante. Premièrement, les études empiriques suggèrent que ces effets favorisant la croissance sont statistiquement plus prononcés et significatifs lorsque le capital humain est évalué à l'aide de mesures « élitiste » et comparables entre pays, telles que le stock moyen de compétences cognitives ou de connaissances spécifiques. Par exemple, Hanushek et al. (2008, 2021) utilisent les scores moyens des travailleurs soumis à des tests standardisés en mathématiques et en sciences. De plus, les analyses comparatives de croissance menées

dans des contextes historiques tels que la révolution industrielle (Squicciarini and Voigtlander 2015, Mokyr and Voth 2009) ou dans des nations en développement contemporaines (Castello-Climent and Mukhopadhyay 2013) mettent en évidence l'importance de l'éducation supérieure, mesurée par la part de travailleurs ayant fait des études universitaires, voire même des travailleurs ayant des diplômes en sciences, technologie, ingénierie ou mathématiques.

Deuxièmement, les recherches sur le terrain et les interventions contrôlées randomisées fournissent d'autres recommandations pour les décideurs et les praticiens. Elles mettent en évidence des mesures permettant d'augmenter la participation des jeunes à l'éducation et à la formation professionnelle dans les pays en développement. Une combinaison d'actions est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Quatre priorités centrales ressortent de manière robuste des études expérimentales :

- (i) Réduire les coûts de participation et autres obstacles (J-PAL 2017);
- (ii) Améliorer l'information concernant les effets bénéfiques de l'éducation et des formations à l'aide de campagnes de sensibilisation (J-PAL 2018);
- (iii) Adapter les approches pédagogiques aux difficultés d'apprentissage des élèves (J-PAL 2019);
- (iv) Améliorer la qualité de l'éducation (J-PAL 2022).

Ces priorités concernent tous les niveaux du système éducatif, commençant par l'éducation primaire et secondaire. Par conséquent, accroître la proportion d'individus ayant fait des études supérieures nécessite une approche graduelle impliquant des réformes coordonnées et efficaces.

Recommandations générales du WDR pour les politiques de coopération

Basé sur les résultats de centaines d'études empiriques, le WDR propose un ensemble de suggestions visant à améliorer l'efficacité des efforts de coopération et à générer des bénéfices à court et moyen terme.

Tout d'abord, le WDR encourage la collaboration entre les pays riches et les pays en développement en matière de financement de l'enseignement supérieur. L'éducation formelle doit favoriser le développement de compétences en adéquation avec les besoins du marché du travail national et mondial. Cette collaboration implique une participation active et un soutien aux initiatives visant à améliorer l'accès et l'inscription à des programmes d'études adaptés aux exigences d'un monde globalisé, aux défis posés par les évolutions technologiques (notamment la numérisation) et au changement climatique.

Deuxièmement, alors que les programmes d'études supérieures ciblent les plus jeunes, il est également important d'agir sur les compétences de la population adulte, dont le niveau de scolarisation est déjà établi. Des programmes de formation professionnelle sont nécessaires pour améliorer les opportunités d'emploi et la productivité. Dans de nombreux pays en développement, les jeunes adultes non scolarisés, en particulier les femmes, subissent de manière disproportionnée les conséquences de la pauvreté, souvent en raison du manque d'accès aux compétences essentielles nécessaires pour une participation durable et productive sur le marché du travail. Il est recommandé de renforcer les systèmes de formation professionnelle et artisanale tout en les alignant sur les besoins du marché

du travail local et sur les pénuries de main-d'œuvre peu ou moyennement qualifiée observées dans les pays riches.¹

Troisièmement, améliorer la compréhension des besoins du marché du travail national et mondial nécessite une coopération entre les secteurs public et privé. Il est donc crucial de favoriser la collaboration avec les parties prenantes du secteur privé et les agences locales d'emploi dans les principaux pays de destination. Il est notamment recommandé de mener des enquêtes pour identifier les besoins locaux et de les aligner sur les priorités commerciales nationales.

Quatrièmement, le développement de voies de migration légale pour les travailleurs dont les compétences sont en adéquation avec les besoins des pays riches, y compris pour les travailleurs moins qualifiés, contribue à stimuler les incitations des jeunes à participer aux programmes d'éducation et de formation. L'amélioration de la mobilité interne et internationale des travailleurs peut contribuer à stimuler l'acquisition de compétences dans les pays d'origine, même lorsque les incitations locales sont insuffisantes.² Les travaux existants ont montré que la migration engendre des retombées positives sur la formation du capital humain avant même que la migration ne se produise.³ Ainsi, favoriser la mobilité interne et internationale entraîne souvent des retombées sur l'accumulation de compétences à long

terme dans les régions d'origine. Les accords bilatéraux d'échanges de main-d'œuvre se sont révélés mutuellement fructueux pour les pays d'origine et de destination.

Cinquièmement, toujours dans une optique de développement mutuellement bénéfique, les pays riches peuvent également aider les pays en développement à maximiser les effets positifs induits par les diasporas. Les pays en développement bénéficient davantage de l'émigration lorsque celle-ci est explicitement intégrée dans la stratégie de réduction de la pauvreté. Établir des liens avec la diaspora et favoriser la circulation de la main-d'œuvre permet de stimuler les transferts de connaissances et de renforcer l'intégration dans l'économie mondiale. Concrètement, il est important de minimiser les frais liés aux envois de fonds, qui constituent une source stable de revenus pour les familles de migrants, soutenant divers types d'investissements, en améliorant l'infrastructure technologique et en favorisant l'inclusion numérique dans les zones reculées. Il est également important de mener des politiques économiques saines favorisant un climat des affaires propice et des institutions stables pour stimuler les retours migratoires et la circulation des cerveaux. Enfin, mettre en relation les migrants avec des organisations actives dans l'incubation d'entreprises est utile, en particulier dans des domaines tels que la science et la technologie, l'enseignement ou la culture.

¹ Cette approche est essentielle pour renforcer l'employabilité des femmes et des jeunes qui ne sont actuellement pas engagés dans l'éducation, l'emploi ou la formation (NEET), et pour promouvoir un accès équitable aux perspectives d'emploi décent et à l'entrepreneuriat.

² Plusieurs programmes pilotes de Partenariat mondial pour les compétences (Global Skills Partnerships) ont été mis en place dans diverses parties du monde. Ils impliquent une contribution financière des gouvernements ou du secteur privé des pays riches pour le financement de programmes de renforcement des compétences dans les pays en développement. Ces programmes prévoient également que certains diplômés auront l'opportunité d'obtenir un visa de travail (Clemens 2015). Pour plus de détails sur les avantages de la mobilité interne dans les pays en développement, voir Bryan et al. (2014).

³ Ces effets comprennent plusieurs aspects: (i) les envois de fonds collectifs envoyés par des associations de migrants, souvent dirigés vers des investissements dans l'infrastructure éducative; (ii) les envois de fonds individuels qui soulagent les contraintes financières et permettent aux individus de réaliser des investissements plus importants dans l'éducation; (iii) Le transfert de normes et de valeurs qui peuvent modifier les perceptions et accroître la valeur attribuée à l'éducation; (iv) Les perspectives d'émigration sélective qui augmentent les rendements attendus de l'enseignement supérieur et stimulent la scolarisation avant la migration.

Idées spécifiques pour la coopération entre le Luxembourg et le Sénégal

Le Sénégal et le Luxembourg ont initié leur partenariat de coopération au développement en 1993 et viennent de sceller leur cinquième accord de collaboration – le PIC V – couvrant la période de 2024 à 2030. La situation en matière d'éducation et de formation au Sénégal est préoccupante. Le pays compte plus de 16 millions d'habitants, dont près de 40% ont moins de 15 ans. Chaque année, plus de 300.000 jeunes Sénégalais entrent sur le marché du travail et se retrouvent au chômage ou dans le secteur informel, où les salaires sont relativement bas. En accord avec le WDR, le développement d'une formation professionnelle de qualité dans des domaines alignés tant sur les besoins du Sénégal et que sur ceux des principaux pays de destination des migrants sénégalais constitue une stratégie pertinente. Trois recommandations spécifiques peuvent être formulées.

Améliorer la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle. – L'état du système éducatif sénégalais met en évidence un besoin pressant de réformes visant à améliorer l'accès, les taux de réussite et la qualité de l'éducation (République du Sénégal 2018, Banque mondiale 2023). Dans l'enseignement primaire, le taux d'inscription stagne autour de 80%, et le taux de réussite moyen avoisine les 60%. La situation est plus préoccupante encore dans l'enseignement secondaire, où près de 60% des adolescents ne fréquentent pas l'école. La participation à l'enseignement supérieur est inférieure à 20%, et une faible proportion de ces étudiants parvient à obtenir un diplôme universitaire. Améliorer le système

éducatif n'est pas aisé. Malgré les efforts déployés pour faciliter l'accès aux écoles, les inégalités d'offre entre les zones plus riches et moins riches ainsi qu'entre les régions rurales et urbaines persistent.⁴ Une préoccupation majeure est la qualité de l'éducation, liée à une proportion relativement faible d'enseignants formés et à la vétusté des infrastructures.

Améliorer la qualité de l'enseignement nécessite de soutenir la formation initiale et continue des enseignants, en particulier dans l'enseignement technique et professionnel. Des études récentes soulignent l'importance de renforcer les compétences pédagogiques des enseignants (Bold et al. 2017, Cosentino and Sridharan 2017), en intégrant des modules dédiés aux compétences socio-émotionnelles (Jennings et al. 2020, Bayley et al. 2021), aux outils numériques ainsi qu'aux technologies de l'information et de la communication (Vincent-Lancrin et al. 2022, Unwin et al. 2020). En tant qu'acteur clé de la formation professionnelle, le Luxembourg peut orienter son aide dans cette direction.

Visas bilatéraux pour renforcer la formation du capital humain. – Le secteur informel prédomine dans l'économie sénégalaise, rendant difficile pour les diplômés du secondaire et du supérieur de trouver un emploi dans leurs domaines d'études respectifs. Plusieurs recommandations du WDR soulignent la nécessité de lier les incitations à s'éduquer aux perspectives migratoires. Créer des opportunités d'émigration sélective dans des filières nécessitant des compétences spécifiques et transférables sur le marché mondial est susceptible de générer un impact

⁴ Bocquier et al. (2023) ont construit un indice d'accès à l'enseignement supérieur pour chaque département sénégalais, basé sur le recensement de 2013. L'analyse révèle des niveaux d'accès faibles à très faibles dans tout le pays, à l'exception des quatre départements des régions de Dakar, Bambey et Diourbel.

significatif sur la formation du capital humain. Actuellement, ces perspectives migratoires sont concentrées dans les départements les plus riches, proches de Dakar. Dans les autres régions du pays, l'accès à l'éducation et les perspectives migratoires sont très limités (Bocquier et al. 2023). La signature d'accords bilatéraux d'échange de main-d'œuvre peut inciter les jeunes Sénégalais à acquérir des compétences requises pour le développement, y compris les jeunes issus des régions les plus reculées.

Par exemple, le Luxembourg souffre de pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs tels que les technologies de l'information et de la communication, la médecine, la science, l'ingénierie et les mathématiques. Il existe aussi une forte demande de travailleurs moins qualifiés dans des domaines tels que l'agriculture, les soins à domicile, l'industrie agro-alimentaire et la construction. Établir des voies légales et temporaires de migration – des visas de travail multi-entrées – dans ces filières peut aider à mieux réguler les migrations tout en offrant des incitations à la formation pour les jeunes qui envisageraient autrement d'abandonner leurs études ou de s'engager dans des entreprises migratoires à haut risque.

Une solution complémentaire pour contribuer à la réforme de l'éducation consiste à octroyer des bourses aux étudiants universitaires sénégalais. Compte tenu des défis économiques futurs du Sénégal, ces bourses peuvent être limitées à des domaines clés tels que le numérique, l'adaptation au changement climatique, ou encore l'économie et la finance. Le Sénégal héberge une partie significative du secteur bancaire de l'Afrique de

l'Ouest. L'expertise du Luxembourg dans le domaine de la banque et de la finance peut être mobilisée à des fins de bénéfices mutuels.

Renforcer les compétences en forte demande grâce à des approches innovantes. – La coopération luxembourgeoise est très active dans le domaine de la formation professionnelle, visant à stimuler les opportunités pour les femmes et les jeunes moins qualifiés. Diverses initiatives comprenant l'enseignement des compétences en recherche d'emploi et en entrepreneuriat, des stages en entreprise, du mentorat et du coaching sont continuellement mises en œuvre au Sénégal.⁵ Ce domaine est confronté à plusieurs défis critiques, notamment l'identification d'autres compétences en forte demande aux niveaux national et mondial, ainsi que l'accès à la formation dans des régions mal desservies, appauvries et rurales. Encourager l'engagement du secteur privé dans la formation professionnelle est crucial pour assurer l'alignement des programmes de formation sur les besoins. Pour relever ce défi complexe, le Luxembourg pourrait jouer un rôle pionnier en encourageant des stratégies innovantes et collaboratives.

L'utilisation d'une partie de l'aide comme levier aux investissements des entreprises dans la formation professionnelle (*matching grant system*) permettrait d'accroître la participation du secteur privé. Chaque franc investi dans la formation professionnelle par le secteur privé serait ainsi renforcé par une subvention. Un tel système dynamique permettrait au secteur de la formation professionnelle de s'adapter en continu, répondant à la demande croissante de formation professionnelle dans le pays.

⁵ Un projet notable, l'initiative «Skills for Jobs and Competitiveness», se concentre sur l'amélioration des systèmes d'éducation et de formation technique et professionnelle, avec un accent particulier sur des domaines tels que le tourisme, l'horticulture et l'agriculture.

Enfin, stimuler le développement des compétences en forte demande dans des secteurs stratégiques tels que la santé nécessite une approche à long terme. Le Sénégal souffre d'une pénurie de professionnels de la santé, ce qui justifie une expansion de la capacité de formation dans ce secteur. Une telle expansion nécessite une réforme de l'offre de formation. Le Sénégal dispose d'un système de formation médicale bien établi, comprenant plusieurs écoles réputées telles que la Faculté de médecine de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Les étudiants qui entreprennent une formation en sciences médicales suivent un programme rigoureux de six ans, aboutissant à l'obtention d'un diplôme de docteur en médecine en cas de réussite. Malheureusement, une fraction importante de ces étudiants ne parvient pas à terminer le programme

et se retrouve sans alternatives, avec de très faibles perspectives d'emploi dans le secteur de la santé. Cette rigidité du programme limite sa capacité à répondre à l'ensemble des besoins en matière de santé du pays. Diversifier l'écosystème de la formation en santé est une étape nécessaire pour répondre à la demande croissante, élargir les options de carrière (y compris les soins infirmiers, la santé publique, la pharmacie, etc.) et améliorer les niveaux de spécialisation dans des domaines spécifiques tels que les maladies infectieuses ou la santé maternelle et infantile. La création d'une Faculté des sciences de la santé au sein du système public d'enseignement supérieur introduirait cette flexibilité nécessaire dans les parcours éducatifs, bénéficiant à la fois aux étudiants et à l'ensemble de la population.

Références bibliographiques

Bayley, S. & D. Wole & P. Ramchandani & P. Rose & T. Woldehanna & L. Yorke (2021). Socio-emotional and Academic Learning Before and After COVID-19 School Closures: Evidence from Ethiopia. *RISE Working Paper Series*, no. 21/082.

Bold, T. & D. Filmer & G. Martin & E. Molina & C. Rockmore & B. Stacy & J. Svensson & W. Wane (2017). What do Teachers Know and Do? Does it Matter? Evidence from Primary Schools in Africa. *Policy Research Working Paper*, no. 7956. Washington, DC: World Bank.

Cosentino, C. & S. Sridharan (2017). Improving Teacher Quality: Lessons Learned from Grantees of the Partnership to Strengthen Innovation and Practice in Secondary Education. Washington, DC: *Mathematica Policy Research*.

Becker, S.O. & F. Cinnirella & L. Woessmann (2010). The trade-off between fertility and education: evidence from before the demographic transition. *Journal of Economic Growth*, 15: 177–204.

Bocquier, P. & N. Cha'ngom & F. Docquier & J. Machado (2023). The Within-Country Distribution of Brain Drain and Brain Gain Effects: A Case Study on Senegal. *Journal of Demographic Economics*, forthcoming.

Bryan, G. & S. Chowdhury & A.M. Mobarak (2014). Underinvestment in a Profitable Technology: The Case of Seasonal Migration in Bangladesh. *Econometrica*, 82: 1671–1748.

Caselli, F. & W.J.I. Coleman (2006). The world technology frontier. *American Economic Review*, 96(3):499–522.

Castello-Climent, A. & A. Mukhopadhyay (2013). Mass education or a minority well-educated elite in the process of growth: The case of India. *Journal of Development Economics*, 105:303–320.

Clemens, M.A. (2015). Global Skill Partnerships: A Proposal for Technical Training in a Mobile World. *IZA Journal of Labor Policy* 4 (2): 1–18.

Hanushek, E. & L. Woessmann (2008). The role of cognitive skills in economic development. *Journal of Economic Literature*, 46(3): 607–668.

Hanushek, E. & L. Woessmann (2021). Education and economic growth. *Oxford Research Encyclopedia of Economics and Finance*, 31: Oxford University Press.

Jones, B.F. (2014). The human capital stock: a generalized approach. *American Economic Review*, 104(11): 3752–77.

J-PAL Policy Bulletin. 2017. “Roll Call: Getting Children Into School.” Cambridge, MA: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab. [Web version](#).

J-PAL Policy Insights (2018). Increasing enrollment and attendance by making education benefits salient and changing perceptions. Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab. [Web version](#).

J-PAL Policy Insights (2019). Tailoring instruction to students' learning levels to increase learning. Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab. [Web version](#).

J-PAL Policy Insights (2022). Policy Insights in Education. Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab. [Web version](#).

Luxembourg Aid and Development (2018). Luxembourg's general development cooperation strategy – The road to 2030.

Mokyr, J. & H.J. Voth (2009). Understanding growth in early modern Europe. *Cambridge Economic History of Europe*, 1: 7–42.

Moretti, E. (2004). Immigration and Wage Dynamics: Evidence from the Mexican Peso Crisis. *American Economic Review*, 94(3): 656–690.

Murtin, F. & R. Wacziarg (2014). The democratic transition. *Journal of Economic Growth*, 19(2): 141–181.

République du Sénégal (2018). Rapport national sur la situation de l'éducation. Ministère de l'Éducation nationale – Direction de la planification et de la réforme de l'éducation (DPRE).

Squicciarini, M.P. & N. Voigtländer (2015). Human capital and industrialization: Evidence from the age of enlightenment. *Quarterly Journal of Economics*, 130(4): 1825–1883.

Jennings, P. & J. Frank & M. Montgomery (2020). Social and emotional learning for educators. In: N.Chatterjee Singh and A.K. Duraiappah (eds.), *Rethinking Learning: A Review of Social and Emotional Learning for Education Systems* (pp. 123–154). New Delhi: Mahatma Gandhi Institute of Education for Peace and Sustainable Development.

Unwin, T. & A. Naseem & A. Pawluczuk & M. Shareef & P. Spiesberger & P. West & C. Yoo (2020). Guidance Note 10 Prioritizing Effective and Appropriate Teacher Training from the Report: Education for the Most Marginalized Post-COVID-19: Guidance for Governments on the Use of Digital Technologies in Education.

Vincent-Lancrin, S. & C. Cobo Román & F. Reimers (eds.) (2022). *How Learning Continued During the COVID-19 Pandemic: Global Lessons from Initiatives to Support Learners and Teachers*. Paris: OECD Publishing.

World Bank (2023). [World Development Indicators - Education](#). The World Bank Group.